

LE CORPS ÉLECTORAL CONVOQUÉ POUR LE 17 AVRIL

Une partie du suspense levée

Le président de la République a convoqué, hier, le corps électoral. L'élection présidentielle se tiendra jeudi 17 avril 2014. Abdelaziz Bouteflika, dont la santé serait en «nette amélioration», maintient le suspense sur ses intentions.

Tarek Hafid — Alger (Le Soir) — C'est fait ! Le chef de l'Etat a convoqué, hier, le corps électoral. L'élection présidentielle se déroulera jeudi 17 avril. «En vertu des dispositions de l'article 133 de la loi organique relative au régime électoral, le président de la République, M. Abdelaziz Bouteflika, a procédé ce jour (vendredi), à la signature du décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour jeudi 17 avril 2014 en vue de l'élection à la présidence de la République», indique un communiqué de la présidence de la République repris par l'APS. Abdelaziz Bouteflika a lancé la première étape du processus d'organisation du scrutin au lendemain de son retour de Paris. Il est rentré jeudi au terme d'un

séjour à l'hôpital militaire du Val-de-Grâce «dans le cadre d'une visite médicale routinière de contrôle». Prévu initialement pour vendredi, son retour a été avancé de 24 heures suite au constat «d'une nette amélioration» de son état de santé. Bouteflika a donc mis fin au suspense sur la question de la procédure de convocation du corps électoral. Sauf que le mystère sur ses intentions à venir n'a toujours pas été levé. Ni même d'ailleurs sur sa condition physique. Jeudi, la télévision publique n'a pas montré d'images de son arrivée au salon d'honneur de l'aéroport d'Alger. Cependant, on annonce un come-back télévisuel pour dimanche à l'occasion d'une rencontre avec le Président malien, Ibrahim Boubacar Keïta. Une entrevue qui sera une nou-



Bouteflika fixe l'élection présidentielle au 17 avril 2014.

velle fois décortiquée dans les moindres détails. Il est évident que Bouteflika continuera à jouer en mode suspense ces prochaines semaines. Il dispose encore de 45 jours pour s'enga-

ger. S'il décide de briguer un quatrième mandat, la procédure de collecte des signatures sera une simple formalité. Et il est fort à parier que ses «partenaires» lanceront une campagne de collecte

de 4 millions de signatures. En 2009, pour son 3^e mandat, l'Alliance présidentielle avait collecté plus de 3 millions de signatures. Mais il devra aussi se conformer à une série de procédures légales. Ainsi, selon l'article 136 du code électoral, le candidat Bouteflika devra présenter une série de pièces administratives dont «un certificat médical délivré à l'intéressé par des médecins assermentés». Il sera ensuite tenu de se présenter au siège du Conseil constitutionnel afin de procéder à l'enregistrement officiel de sa déclaration de candidature. Si tout ceci se confirme, les Algériens auront peut-être droit à une campagne électorale par procuration. Animer des meetings à travers toute l'Algérie est un exercice particulièrement éprouvant pour une personne victime d'un AVC. Le chemin vers le quatrième mandat s'annonce long et laborieux.

T. H.

AMAR GHOUH DEVANT LES CADRES DE SON PARTI :

«Bouteflika sera notre candidat»

Le président du parti TAJ, Amar Ghoul, a réitéré hier son soutien à Abdelaziz Bouteflika pour briguer un quatrième mandat présidentiel. L'annonce a été faite hier à partir de l'hôtel Mazafran de Zeralda à l'occasion d'une rencontre nationale avec les chargés de communication des wilayas de son parti.

Abder Bettache — Alger (Le Soir) — L'intervention du président du parti TAJ, qui a duré une trentaine de minutes, a été marquée notamment par l'appel lancé «au nom des militants et des responsables de notre parti au président de la République pour annoncer sa candidature un quatrième mandat présidentiel».

Amar Ghoul n'a pas été par trente-six chemins pour déclarer que «notre choix est et sera Abdelaziz Bouteflika pour l'élection

présidentielle d'avril prochain». «Nous allons nous préparer et nous mobiliser pour mener à bien la campagne électorale pour soutenir notre candidat Abdelaziz Bouteflika. Notre route est claire et définie.

Nous sommes fidèles à nos principes. Nous serons au rendez-vous et nous ne serons jamais en retard», a-t-il ajouté. Le président du TAJ a indiqué que «tous les moyens dont dispose le parti seront mis à la disposition de notre candidat Abdelaziz Bouteflika y compris nos réseaux sociaux».

Pour Ghoul, le choix du TAJ pour la personne de Bouteflika «ne souffre aucune ambiguïté». «Nous ne sommes pas les partisans de la fitna et de la division. Nous avons des principes et nous sommes fidèles aux hommes et aux institutions.

Au sein de notre parti, nous considérons que s'il n'y a pas de fidélité, la trahison l'emportera. Mais au sein du TAJ, nous

serons là, pour nous opposer à toutes formes de fitna et de division», a-t-il martelé. Amar Ghoul a clairement affirmé que lui et son parti apporteront un «franc soutien» au président de la République, Abdelaziz Bouteflika s'il vient à annoncer sa candidature pour un quatrième mandat.

Amar Ghoul pense à ce titre que le bilan des trois mandats successifs de Bouteflika est positif et satisfaisant. Selon Amar Ghoul, le programme présidentiel d'Abdelaziz Bouteflika, notamment la réconciliation nationale «a rétabli la sécurité et la paix en Algérie», et considère qu'il est «nécessaire d'aller de l'avant sur cette voie».

Enfin, le président du TAJ conclut son intervention en lançant un appel à ses militants pour faire «face à toutes formes de fitna qui viseraient notre pays».

A. B.



Photos : Samir Sid.

SIDI SAÏD DEVANT LES
CONGRESSISTES
DES COMMUNAUX :«Nous demandons à
Bouteflika de se présenter
pour un 4^e mandat»

Le secrétaire général de l'UGTA, M. Abdelmadjid Sidi Saïd, a lancé un appel au président de la République pour se porter candidat à un quatrième mandat présidentiel. L'annonce a été faite avant-hier lors de son intervention devant les délégués au quatrième congrès de la Fédération des travailleurs des collectivités locales. Pour Sidi Saïd, cette décision de l'UGTA est motivée par le fait que Bouteflika ait soutenu les travailleurs pendant plus de dix ans, en répondant favorablement aux requêtes de son syndicat. «On était avec Bouteflika, on est et on lui restera fidèle. L'UGTA soutient le Président Bouteflika pour se porter candidat.»

Selon le secrétaire général de l'UGTA, «le Président Bouteflika a toujours donné suite aux revendications du monde du travail. C'est pour cette raison-là, que nous considérons qu'il faut rester juste et honnête avec soi-même et de reconnaître tout le bien que le Président Bouteflika a fait pour le monde du travail», a-t-il expliqué. Par ailleurs, lors de son intervention, Sidi Saïd a lancé d'autres messages en direction des cadres syndicaux de son organisation pour respecter l'alternance dans les responsabilités syndicales et «accepter le principe de la solidarité et du respect d'autrui».

A. B.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE
Le retrait des formulaires
de souscription s'effectue au siège
du ministère de l'Intérieur

Le retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles pour les postulants à la candidature à l'élection présidentielle du jeudi 17 avril s'effectue au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, a indiqué hier le ministère dans un communiqué.

«Suite à la signature par le président de la République du décret présidentiel portant convocation du corps électoral pour le jeudi 17 avril 2014 en vue de l'élection à la présidence de la République, et en vertu des dispositions de la loi orga-

nique 12-01 du 12 janvier 2012 relative au régime électoral, le ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales porte à la connaissance des postulants à la candidature à ces élections, que le retrait des formulaires de souscription de signatures individuelles s'effectue au siège du ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales, sis au Palais du gouvernement, avenue docteur Saâdane, Alger».

«La remise de ces formulaires intervient sur présentation par le candidat d'une lettre adressée à M. le ministre d'Etat, ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, annonçant son intention de constituer un dossier de candidature à l'élec-

tion à la présidence de la République», précise le communiqué. La déclaration de candidature, rappelle-t-on, est déposée aux termes de l'article 137 du code électoral, «au plus tard dans les quarante-cinq jours (45 jours) qui suivent le décret présidentiel portant convocation du corps électoral».

L'article 138 stipule que «le Conseil constitutionnel statue sur la validité des candidatures à la présidence de la République par décision, dans un délai de 10 jours francs à compter de la date de dépôt de la déclaration de candidature. La décision est immédiatement notifiée à l'intéressé».

(APS)